

Soutenir la gouvernance du secteur de la sécurité au Burkina Faso



Contexte

L'escalade de la violence au Burkina Faso s'inscrit dans une crise de gouvernance plus large, avec plusieurs provinces du pays connaissant une insécurité à multiples facettes : attaques de groupes armés terroristes contre les positions des forces de défense et de sécurité et contre des populations civiles engendrant des déplacements massifs de population et des conflits intercommunautaires. En rappel, c'est depuis l'éviction de l'ancien président Blaise Compaoré en octobre 2014 par une insurrection populaire, que la capacité de l'État à fournir des services et surtout la sécurité à la population s'est affaiblie. L'absence d'application formelle de la loi dans une grande partie des provinces a également conduit à une augmentation du banditisme et des conflits autour de la gestion des ressources naturelles, générant un cercle de violence auto-entretenu. L'activité de groupes armés terroristes en constante augmentation a conduit le gouvernement à engager un recrutement progressif de volontaires de défense de la patrie (VDP) pour renforcer la capacité de réponse de l'Etat au péril terroriste. Malgré les efforts engagés par les autorités de la Transition, la population est toujours en attente du retour à la stabilité et de la cohésion sociale¹.

Les ressources publiques importantes allouées au secteur de la sécurité ont également soulevé des inquiétudes concernant la corruption et la mauvaise gestion budgétaire. Alors que des efforts sont en cours pour lutter contre l'insécurité dans les régions vulnérables, la violence intercommunautaire continue de s'accroître - résultat de l'exploitation des conflits locaux par les différents groupes armés. Le Burkina Faso continue de connaître la pire crise humanitaire de son histoire, avec environ 10% de la population - soit plus de 2 millions de personnes - déplacées à l'intérieur du pays en raison de la violence et de l'insécurité².

Celle-ci incite à une réponse collective pour renforcer la cohésion et contribuer au retour à la stabilité. En 2022, le pays a connu deux coups d'Etat en l'espace de huit mois. Cette prise de pouvoir est motivée par la dégradation continue et accélérée de la situation sécuritaire et les difficultés de la part du gouvernement à y faire face. Parmi les griefs des putschistes du 30 septembre 2022 et de leurs soutiens figurent principalement la détérioration de la situation sécuritaire et son impact sur les populations ; et la corruption attribuée aux régimes précédents et empêchant les forces de défense et de sécurité de rétablir l'intégrité du territoire.

Malgré les efforts nationaux, régionaux et internationaux visant à résoudre le large éventail de problématiques auxquelles le Burkina Faso continue d'être confronté, le pays fait toujours face à une instabilité chronique. La capacité limitée de l'Etat à fournir des services de base et à encourager le dialogue et la participation des citoyens aggrave les griefs, laissant la place aux groupes terroristes et criminels. Cet échec a engendré un cycle de perte de confiance entre les représentants de l'État, les forces de défense et de sécurité, d'une part, et les communautés, d'autre part, favorisant l'émergence d'acteurs hybrides de la sécurité et alimentant l'extrémisme violent.

La période immédiate et les années à venir seront cruciales pour le Burkina Faso, dont les défis actuels renforcent la pertinence des axes d'intervention de DCAF : soutenir et améliorer la gouvernance du secteur de la sécurité par des soutiens multiformes, via la production de cadres inclusifs et respectueux des principes de l'Etat de droit et un appui à davantage de transparence.

1. Selon l'index 2024 contre le terrorisme, en 2024, le Burkina Faso a été à la tête des pays victimes du terrorisme. Par rapport aux dernières années, couvertes par les recensements dudit Indice, c'est la première fois qu'un État, en dehors de l'Afghanistan et l'Iraq, occupe la première place <https://www.visionofhumanity.org/maps/global-terrorism-index/#/>

2. Le Bureau de Coordination des actions humanitaires des Nations-Unies qualifie la situation humanitaire de « désastreuse, avec de graves problèmes de protection, ainsi que des incidents de sécurité touchant les civils, qui ont augmenté en moyenne de 60 % au cours des trois premiers trimestres de l'année 2023 par rapport à l'année précédente. Les services sociaux de base sont de plus en plus débordés, ce qui exacerbe les besoins humanitaires » <https://www.unocha.org/burkina-faso>

DCAF au Burkina Faso

DCAF – Le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité, se consacre à l'amélioration de la sécurité des états et de leurs citoyens dans le cadre d'une gouvernance démocratique, de l'état de droit, et dans le respect des Droits de l'Homme. Depuis sa création en 2000, il contribue à rendre la paix et le développement plus durables en aidant les états partenaires, ainsi que les acteurs internationaux qui les soutiennent, à améliorer la gouvernance de leur secteur de la sécurité grâce à des réformes participatives et inclusives. Il développe des matériels pédagogiques, fait la promotion de normes et de bonnes pratiques, délivre un conseil juridique, politique et technique, et appuie le développement capacitaire des parties prenantes tant étatiques que non-étatiques.

La division Afrique Sub-saharienne de DCAF coopère avec les partenaires nationaux au Burkina Faso depuis 2014, via la mise en place d'un programme d'appui à la réforme du secteur de la sécurité sous financement danois (2014-2016), puis danois et norvégien (2019-2022).

Depuis 2023, DCAF met en œuvre un programme pays, via des contributions suisse et belge. Celui-ci se focalise en particulier sur la lutte contre la corruption au sein du secteur de la sécurité, sur les approches « centrées sur les gens » (« people centered ») dans les politiques nationales de prévention de l'extrémisme violent, et sur la liberté d'expression et l'espace civique.

VISION

Un secteur de la sécurité burkinabè répondant aux principes de l'Etat de droit, responsable et efficace, assure la sécurité humaine et nationale et crée un environnement propice à une paix et un développement durable.

MISSION

Collaborer avec les partenaires burkinabè pour améliorer la gouvernance du secteur de la sécurité grâce à des réformes nationales, inclusives et participatives, basées sur les normes et bonnes pratiques internationales (état de droit, sécurité centrée sur les personnes, égalité de genre, droits humains).

OBJECTIFS

Construire et opérationnaliser des systèmes de redevabilité et de contingence pour détecter, prévenir et réduire la corruption au sein du secteur de la sécurité

Promouvoir une approche davantage centrée sur les personnes et respectueuse des droits humains dans la prévention de l'extrémisme violent

Renforcer les capacités et la résilience des organisations de la société civile burkinabè à agir pour la liberté d'expression en ligne et hors ligne et à contribuer à la cohésion sociale et le vivre-ensemble au Burkina Faso

STRATÉGIE

Appui aux acteurs et organisations impliqués dans la lutte contre la corruption ; et renforcement de l'indépendance, de l'autorité et de l'autonomie des organes de contrôle et de régulation

Renforcement du dynamisme et de l'engagement des acteurs étatiques et non étatiques en charge de la protection des droits humains dans la lutte contre l'extrémisme violent

Un accompagnement des organisations de la société civile et un mentorat sur les questions de contribution des médias à la bonne gouvernance du secteur de la sécurité

Approche et activités

Pour atteindre nos objectifs, les activités suivantes seront mises en œuvre au cours des prochaines années, en cohérence avec les domaines d'intervention de DCAF :



Provision d'une expertise technique aux processus RSS/G dirigés au niveau national



Renforcement des capacités étatiques et des acteurs



Publication de produits de recherche et de connaissance



Promotion des bonnes pratiques de gouvernance observées au niveau sous-régional et dans l'espace sahélien



Facilitation d'échanges techniques entre acteurs sous régionaux

› OBJECTIF 1 :

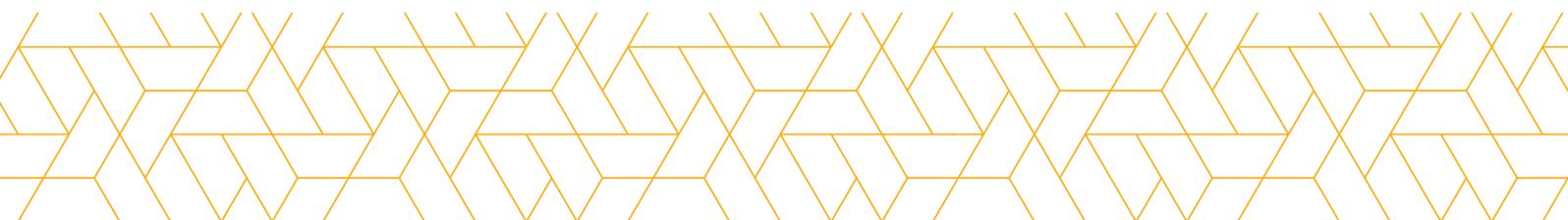
Construire et opérationnaliser des systèmes de redevabilité et de contingence pour détecter, prévenir et réduire la corruption au sein du secteur de la sécurité et ses supplétifs

› APPROCHE :

Appui à l'engagement et l'adhésion des acteurs et organisations impliquées dans la lutte contre la corruption ; et renforcement de l'indépendance, de l'autorité et de l'autonomie des organes de contrôle et de régulation

› ACTIVITÉS :

- › Amélioration des capacités de l'ASCE-LC et des organes de contrôle financier spécialisés à prévenir la corruption et à diffuser les bonnes pratiques en matière de transparence et de bonne gouvernance financière.
- › Les OSC et les médias spécialisés s'engagent activement dans des initiatives de transparence et de communication sur les questions de lutte contre la corruption
- › Renforcement des capacités des inspections à contrôler les institutions de défense et de sécurité et leurs supplétifs, notamment en ce qui concerne la gestion des ressources financières et humaines.
- › Les forces de sécurité intérieure, de la défense et leurs supplétifs sont renforcées et disposent d'outils et de capacités adéquats pour promouvoir les concepts d'intégrité, d'éthique, d'égalité des sexes et d'État de droit



› OBJECTIF 2 :

Les acteurs clés du secteur de la sécurité appliquent une approche davantage centrée sur les personnes et respectueuse des droits humains dans la prévention de l'extrémisme violent ;

› APPROCHE :

Renforcement du dynamisme et de l'engagement des acteurs étatiques et non étatiques en charge de la protection des droits humains dans la lutte contre l'extrémisme violent ;

› ACTIVITÉS :

- » Les capacités de la Commission nationale des droits humains (CNDH) et des acteurs de la société civile à promouvoir et protéger les droits humains, ainsi qu'à recevoir et à gérer les plaintes contre les institutions de sécurité et de défense sont renforcées ;
- » Les plateformes de consultation et de dialogue existantes sur les questions de paix et de sécurité incluent la prévention de l'extrémisme violent.
- » Les initiatives visant à impliquer les femmes dans la prévention de l'extrémisme violent sont soutenues.
- » Les acteurs impliqués dans la prévention de l'extrémisme violent sont formés aux causes profondes et aux moteurs de l'extrémisme violent liés à la GSS, ainsi qu'aux possibilités d'atténuation.

› OBJECTIF 3 :

Renforcer les capacités et la résilience des organisations de la société civile burkinabè à agir pour la liberté d'expression en ligne et hors ligne et à contribuer à la cohésion sociale et le vivre-ensemble au Burkina Faso

› APPROCHE :

Un accompagnement des organisations de la société civile et un mentorat sur les questions de contribution des médias à la bonne gouvernance du secteur de la sécurité

› ACTIVITÉS :

- » Promouvoir la liberté d'expression en soutenant les initiatives de la société civile burkinabè qui promeuvent la liberté de la presse et de l'espace numérique via un appui au renforcement du professionnalisme et de la déontologie journalistique.
- » Contribuer au renforcement des capacités de la population burkinabè et en particulier de la jeunesse, de connaître et de défendre leurs droits politiques, civils et civiques, et de promouvoir les valeurs citoyennes pour un meilleur vivre ensemble.
- » Renforcer les capacités des OSC actives dans la protection et de la promotion des droits des femmes, des jeunes, des personnes vulnérables ou la prise en charge des victimes de VBG et de l'égalité de genre dans le domaine des médias en veillant à leur bonne connaissance de leurs thématiques d'intervention et à la consolidation de leur présence médiatique.



Principales réalisations

Les activités de DCAF au Burkina Faso ont déjà produit des résultats clés :

L'appui de DCAF a été essentiel dans l'adoption par décret le 6 octobre 2021 de la Politique Nationale de Sécurité. Les autorités burkinabè, engagées depuis 2017 dans un processus de consultation et de conception à large échelle, avec l'appui des partenaires internationaux, ont en effet validé ce document qui représente un réel exemple de bonne pratique en matière d'inclusivité et de transparence. Via une consultation de la société civile, des médias, et du milieu académique qui place la sécurité humaine comme valeur cardinale. L'appui technique de DCAF s'est concentré notamment sur la rédaction de l'avant-projet de loi ainsi que sur la dissémination du document, et se focalisera dans les années à venir sur l'appui aux autorités dans sa déclinaison en politiques et stratégies sectorielles.

DCAF a construit de solides relations de travail avec les institutions et acteur en charge de la bonne gouvernance financière du secteur de la sécurité (Autorité supérieure de contrôle de l'Etat et de lutte contre la corruption, Cour des comptes, ministères, inspections des forces de défense et de sécurité, société civile et médias). Cette collaboration s'est manifestée notamment par une conférence régionale de haut niveau sur cette thématique en mars 2023, et a été matérialisée par la conduite d'audits financiers du secteur de la sécurité menés par les institutions. Ces derniers sont le résultat de l'appui méthodologique de DCAF au cours des dernières années, et de sa capacité à faciliter des échanges au niveau technique entre l'ensemble des acteurs concernés.



DCAF – Le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité s’engage à assurer la sécurité des populations par le biais d’institutions de justice et de sécurité responsables et efficaces. Nous soutenons les entités nationales et internationales en vue d’assurer une sécurité qui respecte les droits humains, défend l’état de droit, et est démocratiquement contrôlée par :



Aider à améliorer la manière dont les secteurs de la sécurité sont gouvernés



Guider l’élaboration d’une politique de gouvernance de la sécurité solide et durable



Promouvoir des réformes locales qui soient inclusives, participatives et sensibles au genre

Le DCAF poursuit cinq activités principales :



Fournir une expertise technique aux processus de RSS/G menés au niveau national



Renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques



Publication en libre accès de ressources et de résultats de travaux de recherche



Promouvoir les bonnes pratiques recommandées au niveau international



Conseils sur les questions juridiques et politiques liées au secteur de la sécurité

DCAF

Le Centre pour la
gouvernance du secteur
de la sécurité, Genève

Pour de plus amples informations, veuillez
contacter :

Jolie-Ruth Morand, Chargée de programme

✉ j.morand@dcaf.ch

**Sadou Sidibé,
Conseiller Réforme des secteurs de la sécurité**

✉ s.sidibe@dcaf.ch

Valentin Wagee, Chargé de projet senior

✉ v.wagee@dcaf.ch

africa.programme@dcaf.ch

www.dcaf.ch/sub-saharan-africa

DCAF - Le Centre pour la gouvernance
du secteur de la sécurité

B.P. 1360
CH-1211 Genève 1
Suisse

✉ info@dcaf.ch

☎ +41 (0) 22 730 9400



www.dcaf.ch